Y a-t-il une menace albanaise?

Description

Origines et réponses occidentales à la crise sociale en Albanie.

La chute des pyramides financières en 1997 et la crise politique institutionnelle de l'Etat albanais qui en a découlé ont sans doute modifié en profondeur l'appréhension de l'Europe du Sud-Est par les Occidentaux. Il n'y avait pas un foyer de crise dans les Balkans, mais bien plusieurs. Après la Croatie et la Bosnie, c'était au tour de l'Albanie de s'enflammer et de sombrer dans une quasi guerre civile.

Très vite s'est développée, dans les sociétés occidentales, l'image de l'Albanais mafieux, tueur, trafiquant d'armes et de drogues, contrôlant l'ensemble des réseaux de prostitution en Europe et agissant en toute impunité dans un pays sans Etat, sans institutions, sans morale, un pays où les armes circulent librement... Comment l'Albanie s'est-elle embrasée en 1997? Quelles ont été les réponses occidentales face au chaos social en Albanie, notamment après la crise du Kosovo? Quelles sont la réalité et les conséquences de ce chaos albanais?

La chute du communisme et les premiers signes du malaise albanais

L'Albanie fut le dernier Etat de l'ancien bloc de l'Est à sortir du communisme : alors que les satellites de Moscou avaient abandonné la référence au marxisme-léninisme dès la fin de 1989, l'Albanie (qui avait rompu avec Moscou dès 1961, puis avec Pékin en 1978) dut attendre les premiers mois de l'année 1991 pour voir la démocratie s'installer. Le pays, après s'être isolé volontairement du reste du continent pendant plus de cinquante ans, suscitait curiosité et intérêt auprès des Européens : il s'agissait d'une véritable redécouverte d'un pays oublié. L'Albanie apparaissait également comme un havre de paix épargné par les conflits armés qui pouvaient s'étendre dans d'autres parties des Balkans. De plus, les premiers débuts de la démocratie et de l'économie albanaise furent éclatants avec l'arrivée d'une opposition démocratique et l'obtention de taux de croissance prometteurs.

Pourtant, la réalité de l'Albanie post-communiste était une économie ravagée et exsangue après un demi-siècle d'autarcie et une société « désenchantée » qui ne croyait plus à l'homme nouveau et au paradis socialiste et détestait tout ce qui pouvait être « commun ». Le premier signe du malaise albanais arriva le 2 juillet 1990 quand des milliers d'Albanais prirent d'assaut les différentes ambassades occidentales dans l'espoir d'obtenir un visa « pour l'Amérique et la consommation capitaliste ». Mais ce furent surtout les cargos bondés de réfugiés albanais traversant la mer Adriatique pour rejoindre l'eldorado italien qui choquèrent et émurent les pays européens. « Les Albanais surprirent par leur comportement: dépenaillés, arrogants, violents, incultes, ils attendaient à profiter tout de suite d'une croissance et d'un mode de vie dont ils furent privés pendant plus de cinquante ans »[1]. Refusant toute nouvelle autorité, les Albanais surprirent par leur rage de fuir (nombreux furent les cas d'enfants ayant parfois à peine dix ans qui partirent sans en dire mot à leurs parents) et leur volonté de rester en Occident à n'importe quel prix, même illégalement.

Les premières déclarations des Albanais arrivant se résumaient souvent à « Albanie: fini »[2]. La haine de leur pays était bien réelle. Pourtant, de partout, les Albanais furent très vite refoulés et durent revenir s'installer dans « cette terre où tout était fichu ». Il fallait essayer de commencer une nouvelle vie ou plus simplement de survivre: les difficultés étaient immenses avec une économie à l'agonie, une culture politique à réapprendre dans un contexte de déliquescence de l'Etat et surtout un vide social caractérisé par une crise identitaire et un refus du collectif, crise que les autres pays de l'Est n'ont pas connue.

Les pyramides financières: chronique d'une tragédie (non) annoncée

Après deux années très difficiles en 1991 et 1992, l'économie albanaise semblait avoir repris un nouveau souffle grâce notamment à des aides financières internationales non négligeables pour atteindre des taux de croissance annuelle

voisins de 12%. Cette embellie de façade provenait en fait essentiellement des mandats envoyés par les Albanais de l'étranger et cachait une misère générale: avec un PNB par habitant de 400 dollars, l'Albanie avait un niveau économique proche de celui de nombreux pays africains. C'est dans ce contexte de pauvreté extrême qu'ont prospéré les sociétés pyramidales, ces établissements financiers qui proposèrent des taux d'intérêt mensuels allant jusqu'à 25% par mois.

Les pyramides financières sont des sociétés d'investissement dont le « principe des chaînes est simple : des sommes d'argent sont placées auprès « d'institutions » qui promettent aux déposants des taux d'intérêts faramineux et sont ensuite rémunérés avec l'argent des dépôts les plus récents »[3]. Comme l'ont très justement souligné P. et B. Cabanes, « la prolongation de conditions de vie difficiles donnait le sentiment qu'il était impossible de s'en sortir par les moyens ordinaires. Les profits des sociétés pyramidales venant rompre le cycle interminable des privations, c'est vers elles que les espoirs se tournèrent, sans que les investisseurs fussent particulièrement ignares ou particulièrement crédules »[4].

C'est à partir de 1992 que les sociétés pyramidales ont commencé à apparaître en Albanie, les premières promettant 8% par an, puis le mouvement s'est propagé à l'ensemble du pays, notamment après 1995: de plus en plus de nouveaux établissements se créaient, prometteurs de taux d'intérêt de plus en plus élevés. Le système a eu une telle ampleur en Albanie car il était très lié aux réseaux mafieux permettant le blanchiment de l'argent issu de divers trafics et donc une rémunération facile des fonds des épargnants. A l'inverse, ces fonds permettaient de financer ces trafics. D'autre part, les pyramides ont été largement soutenues par le pouvoir politique (le président Berisha poussait ses concitoyens à investir dans ces sociétés) car elles servaient à financer les différentes forces politiques que ce soit le Parti démocrate de Berisha ou le Parti socialiste de Fatos Nano. Le système n'a cependant pas tardé à s'essouffler à partir de l'automne 1996 , la baisse des taux d'intérêts entraînant une méfiance généralisée, puis un retrait des fonds et enfin la faillite des établissements.

De l'écroulement à l'anarchie

C'est au début de l'année 1997 que les premières pyramides financières ont fait faillite notamment dans le Sud à Vlora et à Berat entraînant des mouvements insurrectionnels: les épargnants floués demandaient à être remboursés. Devant l'absence de réponses du gouvernement, les manifestations se transformèrent en émeutes avec pillages des casernes. Puis la faillite gagna les plus grosses pyramides basées à Tirana, entraînant des révoltes dans la capitale; les demandes étaient toujours les mêmes: démission de Berisha et remboursement des épargnants. Ce fut à partir du 10 mars que les casernes à Tirana et dans le reste du pays furent à leur tour pillées (selon certains spécialistes, les casernes ont été volontairement ouvertes par le gouvernement dans l'optique d'une politique du pire).

On estime à 1 500 000 le nombre d'armes dérobées au cours du mois de mars 1997 et à 1 500 le nombre de tués pendant cette période d'émeutes. Pour de nombreux Albanais, 1997 a été une « année de folie », la population armée tirant partout et sur n'importe qui[5]. Les autorités de Tirana ne contrôlaient plus du tout le territoire albanais, à peine arrivaient-elles à garder la capitale. Un gouvernement de transition fut formé, mais n'eut aucune autorité. Il était trop tard, l'anarchie s'était installée dans tout le pays. Dans certaines villes, des comités de salut public furent formés pour rétablir l'ordre; certains marchèrent, mais refusèrent la tutelle de la capitale[6]. Mais, la plupart du temps, ce furent des bandes armées grâce au pillage des casernes qui se créèrent et contrôlèrent une partie du territoire albanais.

A l'heure actuelle, si le gouvernement de Tirana a réussi à restaurer son autorité sur l'ensemble du territoire (le Nord, particulièrement les districts de Tropoja, Bajram Curri et de Kukës restant indociles), les armes circulent toujours librement. Sur 1 500 000 armes dérobées, le PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement) estime que seulement 200 000 ont été rendues à la police albanaise jusqu'à aujourd'hui. La majeure partie de ces armes a été vendue à des réseaux mafieux qui les ont ensuite vendues à la guérilla naissante de l'UCK au Kosovo. D'autre part, l'absence de contrôle a permis le développement de nombreux trafics mafieux notamment pour la drogue, l'Albanie devenant un lieu de transit via la Turquie et l'Afghanistan à destination de l'Europe occidentale.

Les premières réponses occidentales à la crise albanaise

Devant la montée générale de la violence et la plongée du pays dans l'anarchie, les Européens étaient forcés d'agir en Albanie, sur le terrain. Deux pays, en particulier la Grèce et l'Italie, insistèrent sur le besoin d'intervenir car ils craignaient une possible contamination de la crise et un afflux massif de réfugiés sur leur territoire. Cependant, deux problèmes se posaient: quel genre d'action? Qui devait intervenir?

Après de nombreuses discussions et négociations entre les Occidentaux au sein de l'UE et de l'OTAN, il fut décidé d'organiser une opération militaire, appelée Opération ALBA, sous la responsabilité de l'OSCE et le commandement de l'Italie, et regroupant entre autres la France, la Grèce et la Turquie. Sept mille soldats furent dépêchés dans le but d'acheminer et de coordonner l'aide humanitaire et, dans un second temps, de restaurer l'ordre et l'Etat de droit pour organiser et surveiller des élections libres et justes au mois de juin. Si les militaires occidentaux ont réussi à distribuer l'aide humanitaire et à organiser des élections législatives, ils n'ont pas pu rétablir une autorité sur le pays, ni » protéger la population albanaise des bandes armées »[7].

Les Européens se sont ensuite retranchés derrière un simple soutien économique et logistique. L'UE a en effet redéployé son aide financière vers la stabilisation du système financier et l'aide aux réformes de l'Etat albanais. Elle a participé à la formation des Friends of Albania, association qui regroupe tous les donateurs institutionnels qui agissaient en Albanie, pour permettre une meilleure coordination de l'aide internationale chargée de superviser les réformes en Albanie. Enfin, les Européens, par le biais de l'UEO, ont créé un corps chargé de former des policiers albanais, compétents et intègres.

L'Albanie au milieu des Balkans: la prise en compte du contexte régional dans la gestion de la crise albanaise

Avec la crise du Kosovo, la crise politique et sociale en Albanie a pris une nouvelle dimension car, d'une part, elle a favorisé l'émergence d'une guérilla armée dans la province yougoslave et, d'autre part, elle est passée au second rang pour les Occidentaux par rapport au drame des Kosovars massivement déportés et au risque énorme que peut représenter un sécessionnisme aussi virulent. En d'autres termes, ce n'était plus la crise elle-même en Albanie qui pouvait être dangereuse mais ses conséquences pour les pays voisins. Après l'intervention militaire sur la Yougoslavie, les Occidentaux ont réfléchi à la mise en place d'un nouveau programme qui garantisse la paix et la prospérité en Europe du Sud-Est. L'idée était de fonder de nouvelles relations entre les pays de la région et les pays occidentaux en créant une coopération de tous les Etats et de toutes les organisations internationales et régionales dans divers domaines: économique, politique et sécuritaire. Il s'agissait également de répondre aux dégâts de l'intervention de l'OTAN pour les pays voisins du Kosovo.

C'est ainsi qu'est né, en juin 1999, le Pacte de Stabilité pour l'Europe du Sud-Est par une initiative allemande et sous la responsabilité de l'Union européenne. Le Pacte est divisé en trois tables de travail chargées de coordonner les différentes initiatives de coopération dans des domaines précis comme la démocratisation et les droits de l'homme, la reconstruction et le développement économique et les questions de sécurité. Même si les Occidentaux entendaient combattre l'instabilité dans les Balkans grâce à une interaction de ces trois domaines, ils ont concentré leurs programmes de lutte contre la crise sociale et l'anarchie en Albanie surtout dans la troisième table de négociation sur la sécurité. Ils ont ainsi organisé des commissions pour la non-prolifération des armes, le déminage, la destruction des armes légères, la lutte contre la corruption et le crime organisé.

Pour certains spécialistes, la lutte contre la crise sociale en Albanie ne réside toutefois pas entièrement là; il s'agit plutôt de soutenir massivement une économie ravagée et d'inculquer une nouvelle culture politique qui permette aux citoyens de se débarrasser d'une scène politique archaïque, clanique et corrompue[8]. En effet, la situation semble toujours aussi préoccupante à l'heure actuelle entre un gouvernement aux prérogatives fragiles et une opposition de plus en plus virulente emmenée par Berisha. Les dernières émeutes meurtrières du début du mois de décembre, à Tropoja, sont là pour nous rappeler qu'un retour à la violence générale n'est pas impossible.

En attendant une amélioration de la situation de leur pays, les Albanais, apeurés et méfiants, continuent à vivre tant bien que mal entre une pauvreté chronique et une insécurité permanente qui fait de l'Albanie, la nuit, un pays semi désertique. Comme l'indiquent de nombreux Albanais, « nous sommes les premiers à souffrir de cette insécurité et des mafias qui peuvent exister dans notre pays avec parfois morts et enlèvements de proches, mais il est évident que nous

ne pourrons pas résoudre seuls ces problèmes avec des institutions faibles et des hommes politiques corrompus. C'est là que l'aide occidentale est la plus primordiale ».

Par Charles-Henri LAFONT

[1]E. et J.P. CHAMPSEIX: L'Albanie ou la logique du désespoir, Paris, La Découverte, 1992, p.7.
[2]I. DITCHEV S. COMBE (dir.): Albanie Utopie Huis clos dans les Balkans, Paris, Autrement, 1996, pp .15-16
[3]J.Y. POTEL: article « Pyramides financières » in Les 100 Portes de l'Europe centrale et orientale, Paris, Les éditions de l'Atelier, 1998, pp. 234-236.
[4]P. et B. CABANES: Passions albanaises, Paris, Odile Jacob, 1999, p. 65.
[5]Artes LLAZANI, journaliste au magazine albanais Klan, entretien avec l'auteur, 8 juin 2000.
[6]R. GIRAUD: « Albanie: la folie du fusil » in Revue des Deux Mondes, Paris, avril 1997, pp. 54-62.
[7]Briseida MEMA, correspondante de l'AFP à Tirana, entretien avec l'auteur, 7 juin 2000.
[8]A. DUSSOLLIER: » Une Albanie ruinée et ignorée » in Le Monde, 1er avril 2000.


Retour en haut de page

date créée
01/01/2001
Champs de Méta
Auteur-article : Charles-Henri LAFONT